
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} JUILLET – 30 SEPTEMBRE 2016)

139

AFRIQUE DU SUD

15 juillet 2016. **Président. Cour constitutionnelle.** Le parquet saisit le 15 juillet la Cour constitutionnelle pour contester une décision ordonnant le rétablissement de 736 charges de corruption contre Jacob Zuma. Le président Zuma a quarante-cinq jours pour rembourser l'État. Il finit par rembourser 480 000 euros.

ALLEMAGNE

7 juillet 2016. **Droit pénal. Viol.** Le Bundestag élargit à l'unanimité des 601 votants la définition du viol jusqu'alors restrictive. Désormais, il s'agit de tout acte sexuel commis « contre la volonté identifiable d'une autre personne », conformément à la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe de 2011. L'article 177, notamment, limitait le viol aux « relations sexuelles obtenues par la violence, par une menace portant sur la vie ou l'intégrité corporelle » ou lorsque la victime est « privée de toute

défense ». Les événements de la Saint-Sylvestre 2015 à Cologne ont certainement eu une influence sur cette évolution. Selon un bilan de la police, plus de mille deux cents femmes ont été agressées dont six cents à Cologne et quatre cents à Hambourg. Seuls cent vingt suspects ont été identifiés. Le Bundestag adopte le texte à une écrasante majorité le 23 septembre.

15 juillet 2016. **Turquie.** La communauté turque est divisée face au coup d'État de la nuit du 15-16 juillet. Le 1^{er} août, la Turquie convoque le chargé d'affaires allemand après une manifestation pro-Erdoğan à Cologne au cours de laquelle il a été interdit au président turc de s'exprimer par vidéo.

19 juillet 2016. **Terrorisme.** Le 18 juillet, un jeune Afghan de 17 ans armé d'une hache attaque les passagers d'un train à Würzburg, en Bavière. Il blesse grièvement quatre personnes originaires d'Hong Kong avant d'être tué par la

* Université de Poitiers et CNRS – FRE 3500 CECOJI.

police. L'attaque est revendiquée par Daech.

Le 22 juillet, une fusillade éclate dans le centre commercial Olympia de Munich, près du McDonald's. On compte neuf morts. Le tireur, un homme de 18 ans à la double nationalité allemande et iranienne, se suicide. L'action de la police, convaincue qu'il y avait d'autres auteurs, a été gigantesque, conduisant à bloquer la ville pendant plusieurs heures. Les autorités font preuve d'une grande mesure dans leurs réactions, la classe politique sachant faire preuve de retenue. Il s'avère que le tueur était fasciné par les tueurs de masse et sans lien avec le djihadisme. C'était un admirateur du tueur d'Utøya en Norvège.

140

Le 24 juillet, à Ansbach, en Bavière, un Syrien de 27 ans, demandeur d'asile en instance d'expulsion, meurt en se faisant exploser devant un restaurant. Il s'est revendiqué de Daech.

Malgré les critiques, Angela Merkel reste ferme sur sa politique d'accueil.

Le 11 août, le ministre de l'Intérieur, Thomas de Maizière, présente des mesures pour lutter contre le terrorisme. Il veut introduire une procédure accélérée contre les réfugiés ou demandeurs d'asile « présentant un danger pour la sécurité publique ». Il veut aussi obtenir un assouplissement du secret médical pour que les médecins puissent « informer à temps les autorités des crimes planifiés par leurs patients ». Il propose la déchéance de nationalité des djihadistes combattant à l'étranger s'ils sont binationaux. Y aura-t-il le même débat qu'en France ? Cela semble le cas au sein de la coalition gouvernementale et au sein de chacun des partis. Finalement, après deux jours de réunion, les ministres CDU de l'Intérieur fédéral et des *Länder* optent le 19 août pour l'interdiction de la burqa dans les lieux publics, l'interdiction totale étant jugée

incompatible avec la Loi fondamentale, et pour la remise en cause du principe de la double nationalité.

Le 13 septembre, trois hommes porteurs de passeports syriens soupçonnés d'être venus en Allemagne sur ordre de Daech, soit pour exécuter une mission, soit pour se tenir prêts en vue d'« instructions », sont arrêtés dans le nord de l'Allemagne.

Août 2016. **Criminels de guerre.** Une centaine de criminels de guerre nazis sont toujours vivants. Le Centre Simon-Wiesenthal publie chaque année une liste des dix criminels les plus recherchés, mais les États-Unis et le Canada, où se trouvent une grande partie d'entre eux, ainsi que l'Allemagne, manifestent peu de zèle.

2 août 2016. **Volkswagen.** Le ministère des Finances de Bavière déclare le 2 août qu'il va porter plainte contre Volkswagen suite à l'effondrement de son action en Bourse après la révélation du scandale des moteurs truqués. Devant le refus de Volkswagen d'indemniser les victimes européennes de sa fraude, des sites internet regroupent des plaintes de consommateurs. La Commission européenne veut faire pression sur l'Allemagne pour qu'elle prenne des sanctions contre Volkswagen.

23 août 2016. **Migrants.** Mgr Felix Genn, évêque de Münster, exprime une protestation contre l'arrestation d'un réfugié, le 23 août, dans un couvent de capucins. Le dossier de ce demandeur d'asile ghanéen était en cours d'examen.

24 août 2016. **Ancien président fédéral.** Député FDP à partir de 1953, ministre de la Coopération économique avec les pays en voie de développement du

gouvernement Erhard du 14 novembre 1961 au 28 octobre 1966, incarnant l'aile gauche du parti, président du FDP du 31 janvier 1968 au 1^{er} juillet 1974, facilitant la coalition avec le SPD de Willy Brandt en 1969, ministre des Affaires étrangères du 22 octobre 1969 au 15 mai 1974, puis président fédéral du 1^{er} juillet 1974 au 30 juin 1979, Walter Scheel décède le 24 août 2016 à Bad Krozingen, à 97 ans.

4 septembre 2016. **Mecklembourg-Poméranie occidentale.** La CDU subit un sévère échec dans le fief de la Chancelière; elle n'arrive qu'en troisième position avec 19 % des suffrages et 16 élus, payant sa politique courageuse sur les migrants. Elle est devancée par le parti populiste et xénophobe AfD, qui recueille 20,8 % et 18 élus, le SPD étant en tête avec 30,6 % et 26 des 71 sièges. Die Linke obtient 13,2 % et 11 élus, Les Verts 4,8 %, le FDP (libéraux) 3 % et le Parti national démocrate (extrême droite) 3 %, ces trois formations n'ayant pas d'élus. La participation a été de 61,9 %. Désormais, l'AfD est présente dans 9 des 16 *Landtage*. Angela Merkel n'en défend pas moins avec une belle détermination sa politique migratoire.

18 septembre 2016. **Berlin.** Aux élections du *Land* de Berlin, le Parti social-démocrate mené par Michael Müller, 51 ans, maire-gouvernant depuis le 11 décembre 2014, à la tête d'une grande coalition avec les chrétiens-démocrates, est en tête avec 21,6 % des suffrages et 38 des 160 élus, devant la CDU menée par Frank Henkel, 52 ans, sénateur pour l'intérieur et les sports, avec 17,6 % et 31 élus, Die Linke avec 15,6 % (progressant de 3,9 points) et 27 élus, Les Verts avec 15,2 % et 27 élus, l'AfD avec 14,2 % et 25 élus faisant son entrée et les libéraux du FDP qui font

leur retour avec 6,7 % et 12 élus. Le SPD recule fortement, de 6 points, et la CDU connaît son plus mauvais résultat après la débâcle en Mecklembourg-Poméranie occidentale. La coalition SPD-CDU qui gouvernait la ville ne devrait pas survivre, n'ayant plus la majorité absolue des sièges. Le Parti pirate est en déroute avec 1,7 %, soit cinq fois moins qu'en 2011, et perd son groupe.

La participation a été de 66,9 %.

L'AfD est maintenant présente dans tous les *Landtage* de l'ex-Allemagne de l'Est ainsi qu'en Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat, dans les *Länder* de Hambourg et de Brême, soit dans 10 *Länder* sur 16.

ARABIE SAOUDITE

Juillet 2016. **Travailleurs immigrés. Inde.** Plus de dix mille salariés indiens sont bloqués en Arabie saoudite et au Koweït après leur licenciement, sans revenu ni nourriture. L'Inde négocie avec l'Arabie saoudite pour organiser le rapatriement.

Septembre 2016. **Femmes.** Des milliers de Saoudiens signent une pétition pour l'abolition du système obligeant les femmes à avoir un tuteur pour travailler ou voyager.

8-12 septembre 2016. **Pèlerinage. Iran.** Le pèlerinage de La Mecque entraîne une vive tension entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Pour la première fois depuis trente ans, les pèlerins iraniens seront absents alors qu'ils étaient soixante mille l'an passé. Mais quatre cent soixante-quatre étaient morts dans une bousculade qui avait fait deux mille trois cents victimes. L'ayatollah Ali Khamenei, Guide suprême iranien, critique violemment les autorités saoudiennes, qualifiées

de « traîtres ». Il affirme que la famille royale est « maudite et maléfique », et « ne mérite pas de gérer les lieux saints ». Le président Rohani accuse Riyad de « verser le sang des musulmans ».

ARCTIQUE

16 juillet-Chine. **Passage du Nord-Est.** Le 16 juillet, un cargo chinois entame l'exploitation d'une voie commerciale allant de l'Europe à l'Asie par l'Arctique, par le passage du Nord-Est, désormais empruntable à cause du réchauffement climatique.

142

19 septembre 2016. **Conseil de l'Arctique.** Les huit États bordant l'Arctique – Canada, Danemark (représentant également le Groenland et les îles Féroé), les États-Unis, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie et la Suède – se réunissent à Copenhague pour le vingtième anniversaire du Conseil de l'Arctique.

AUSTRALIE

2 juillet 2016. **Élections législatives.** Sept mois après son arrivée au pouvoir, le Premier ministre, Malcolm Turnbull, libéral, annonce le 19 avril la dissolution des deux chambres du Parlement, conduisant à des élections qui auront lieu le 2 juillet. Depuis 1914, il n'y a eu que six doubles dissolutions, la dernière en 1987. Il justifie sa décision par le rejet à deux reprises d'une loi limitant le pouvoir des syndicats et visant à rétablir la Commission du bâtiment et de la construction, qui avait été supprimée par les travaillistes. Mais cela semble un prétexte pour écarter des sénateurs indépendants. Les travaillistes semblent favoris.

Malcolm Turnbull, favorable au mariage pour tous, promet qu'en cas de victoire

un référendum sur la légalisation de ce type de mariage sera organisé, tandis que les travaillistes veulent un vote au Parlement.

Alors que le premier décompte semblait marquer l'échec du Premier ministre, c'est pourtant la coalition libérale-nationale qui l'emporte avec 42 % des suffrages et 76 des 150 sièges, contre 35 % au Parti travailliste qui obtient 69 sièges. Les Verts ont 10 % et 1 élu. Mais le Premier ministre sort affaibli car le recul de la coalition est sensible, et il devra composer avec les conservateurs de son parti et des indépendants.

Le 18 juillet, Malcolm Turnbull forme son nouveau gouvernement avec seulement des changements mineurs. Lors de l'ouverture de la session parlementaire, le 31 août, Linda Burney, travailliste, est la première femme aborigène, en fait fille d'une blanche et d'un aborigène, à siéger. Selon la tradition, elle intervient pour raconter son parcours et le fait dans la langue de sa tribu, les Wiradjuri. Le premier député aborigène avait été le conservateur Ken Wyatt en 2010. En 2013, l'ancienne championne olympique Nova Peris était entrée au Sénat.

25 juillet 2016. **Prisons.** La diffusion par une chaîne de télévision d'images de maltraitance de mineurs en prison à Darwin crée le scandale. Le Premier ministre annonce la création d'une commission royale d'enquête.

7 septembre 2016. **Chine.** Sénateur travailliste australien, Sam Dastyari démissionne le 7 septembre pour avoir touché de l'argent d'entreprises liées à Pékin. Il aurait pris parti pour Pékin dans la question de la mer de Chine méridionale. Cette affaire provoque un débat plus général sur les liens de certains élus avec la Chine.

AUTRICHE

1^{er} juillet 2016. **Élection présidentielle. Cour constitutionnelle.** La Cour constitutionnelle annule le second tour de l'élection présidentielle qui avait eu lieu le 22 mai et ordonne qu'il ait à nouveau lieu (Verfassungsgerichtshof, W I 6/2016-125, 1^{er} juillet 2016).

La Cour, sans qu'il y ait forcément des fraudes, constate des irrégularités dans quatorze circonscriptions. Le mandat du président Fischer se terminant le 8 juillet, ses fonctions sont assurées par le présidium du Conseil national, composé de la présidente Dori Bures et de deux vice-présidents. L'élection apparaît comme un feuilleton sans fin. Le 12 septembre, le scrutin prévu le 2 octobre est reporté car les enveloppes pour le vote par correspondance sont défectueuses, la colle ne prenant pas.

Le scrutin aura lieu le 4 décembre. Ce report semble favoriser l'extrême droite.

22 août 2016. **Turquie.** La Turquie rappelle le 22 août son ambassadeur à Vienne afin de protester contre la diffusion d'un bandeau d'information sur les écrans de l'aéroport de Vienne annonçant que « la Turquie autorise les relations sexuelles avec des enfants de moins de 15 ans ».

AZERBAÏDJAN

25 septembre 2016. **Référendum.** La révision de la Constitution obtient 91 % de "oui" au référendum du 25 septembre. Elle prévoit l'allongement du mandat présidentiel de cinq à sept ans, la possibilité d'organiser des élections anticipées et la création de postes de premier vice-président et de vice-président, confortant le régime d'Ilham Aliev.

BELGIQUE

5, 31 juillet, 6 août 2016. **Terrorisme.** Le 5 juillet, trois des quatre chefs de la cellule de Verviers sont condamnés à seize ans de prison par le tribunal de Bruxelles.

Le 31 juillet, un prêtre catholique est agressé au couteau et blessé à Lanaken par un homme se présentant comme demandeur d'asile aux Pays-Bas, *a priori* sans lien avec Daech.

Le 6 août, un Algérien blesse au visage et au cou deux policières à Charleroi. L'agression a été revendiquée par Daech. L'agresseur est tué par une troisième policière.

Oussama Atar, belgo-marocain de Molenbeek, 32 ans, sans doute l'un des principaux planificateurs des attentats de Bruxelles du 22 mars 2016, libéré de prison en 2012 en Irak où il avait été condamné à vingt-cinq ans de prison, en raison d'un prétendu cancer, à la suite de pressions belges, revenu en Belgique et ayant ensuite rejoint la Syrie en faisant allégeance à Daech, se cacherait en Belgique.

17 septembre 2016. **Euthanasie.** On apprend le 17 septembre qu'une demande d'euthanasie émanant d'un mineur « approchant de la majorité » a été accordée. La loi belge, en février 2014, a donné la possibilité d'étendre l'euthanasie à des mineurs. La Belgique est, avec les Pays-Bas et le Luxembourg, l'un des trois pays européens à avoir légalisé l'euthanasie.

BIRMANIE

17 juillet et 31 août 2016. **Minorités.** Aung San Suu Kyi rencontre le 17 juillet plusieurs leaders de mouvements rebelles, dont les Kachins, qui n'ont pas encore signé de cessez-le-feu.

Le 31 août s'ouvre la conférence sur la paix à Naypyidaw afin de tenter de mettre fin aux insurrections des minorités, dans un pays où près de seize ethnies forment 40 % de la population et occupent 60 % du territoire, mais les Rohingyas ne sont pas conviés. L'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan prononce le discours inaugural. Des bouddhistes nationalistes s'opposent à sa venue.

La paix pourrait être menacée car des affrontements faisant huit morts ont lieu dans le Sud-Est entre rebelles karens et forces gouvernementales. En outre, les combats continuent dans les États Shan et Kachin.

144

BOLIVIE

25 août 2016. **Crise sociale. Ministre.** Rodolfo Illanes, 58 ans, vice-ministre de l'Intérieur depuis le 14 mars 2016, est battu à mort le 25 août par des mineurs grévistes dans le village de Panduro, où il était allé négocier avec les représentants de coopératives minières qui bloquaient des axes routiers. Après la mort de deux manifestants dans des heurts avec la police, ils l'ont séquestré et roué de coups. Le conflit oppose cent vingt mille mineurs indépendants regroupés en quatorze mille coopératives et le gouvernement, celui-ci exigeant des réglementations antipollution contraignantes et l'interdiction pour les groupes étrangers d'investir dans les métaux. Le président Morales dénonce une « conspiration politique ».

BRÉSIL

7 juillet 2016. **Corruption. Président de la Chambre des députés. Présidente.** Accusé de corruption et de blanchiment d'argent, bénéficiaire, lui aussi, de comptes en Suisse, Eduardo Cunha,

Parti du mouvement démocratique brésilien, évangélique, démissionne de la présidence de la Chambre des députés. Il avait déjà été suspendu de ses fonctions en mai, pour entrave à la justice. Il devance la révocation de son mandat par la Chambre. Il était l'ennemi juré de Dilma Rousseff et avait joué un rôle déterminant dans son départ.

Le 7 juillet, par 450 voix contre 10 et 9 abstentions, Eduardo Cunha est révoqué et déclaré inéligible jusqu'en 2027.

Le 25 juillet, Luiz Inácio Lula da Silva, président de 2003 à 2010, est inculpé pour tentative d'« entrave à la justice » dans l'affaire Lavalato à propos de Petrobras. Cinq autres personnes sont également inculpées. Le 26 août, Lula est inculpé pour corruption passive et blanchiment d'argent dans le cadre du scandale Petrobras.

Le 10 août, le Sénat se prononce par 59 voix contre 21 pour un procès en destitution de la présidente Rousseff. Le 16 août, le Tribunal fédéral suprême autorise une enquête pour entrave à la justice à l'encontre de Dilma Rousseff.

Le 29 août, Dilma Rousseff comparait devant le Sénat et assure elle-même sa défense, ne disposant que d'un temps limité (quarante-sept minutes) et devant répondre à des questions pendant quatorze heures. Le 31 août, le Sénat vote sa destitution par 61 voix contre 20 mais n'adopte pas l'inéligibilité pour huit ans. Elle est sanctionnée par des sénateurs dont un bon tiers est accusé ou soupçonné de corruption. On lui reproche des pratiques comptables dont ont usé ses prédécesseurs. C'est la fin de treize ans de pouvoir du Parti des travailleurs. Président par intérim, Michel Temer exerce désormais pleinement la fin du mandat de la présidente.

Pour la présidente Rousseff, sa destitution vise à freiner la lutte contre la corruption.

Le 31 août et le 7 septembre, des manifestants demandent le départ du président Temer et dénoncent un coup d'État.

Le 1^{er} septembre, Dilma Rousseff fait appel auprès de la Cour suprême pour demander un nouveau procès et l'annulation de la sentence prononcée la veille.

Le 14 septembre, le procureur fédéral, Deltan Dallagnol, 36 ans, chargé du dossier Petrobras, accuse Lula d'avoir été le « chef suprême » de ce réseau de malversations. Le 20 septembre, le juge Sérgio Moro inculpe l'ancien président pour « corruption » et « blanchiment d'argent ». Son épouse, Marisa Leticia, et le directeur de l'institut Lula, Paulo Okamoto, sont également poursuivis.

Le 26 septembre, l'ancien ministre des Finances des présidents Lula et Rousseff, Antonio Palocci, 55 ans, Parti des travailleurs, est placé en détention provisoire dans le cadre de l'enquête sur le scandale Petrobras. Il avait dû démissionner deux fois lorsqu'il était ministre, en 2006, en raison de sa participation à un scandale lié à des violations du secret bancaire, et en 2011, ayant été accusé d'enrichissement illicite. C'est le deuxième ancien ministre des Finances arrêté dans cette affaire...

CANADA

1^{er} septembre 2016. **Autochtones.** Le 1^{er} septembre s'ouvre une enquête nationale sur les femmes et filles autochtones disparues. Selon un rapport de la gendarmerie royale du Canada, au moins 1 181 ont disparu ou ont été tuées. C'était une promesse de campagne de Justin Trudeau.

CHINE (RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE)

12 juillet 2016. **Mer de Chine méridionale. Mer de Chine orientale.** La Cour permanente d'arbitrage rend sa

décision le 12 juillet dans la requête introduite en 2013 par les Philippines après dix-sept ans de négociations. La Cour, créée en 1899, compte 119 membres dont la Chine. La Chine a, à l'avance, rejeté la décision de la Cour, jugeant celle-ci incompétente.

La Cour permanente d'arbitrage, composée des juges Thomas Mensah (président), Jean-Pierre Cot, Stanisław Pawlak, Alfred Soons et Rüdiger Wolfrum, donne sans surprise raison aux Philippines. Elle juge qu'il n'y a aucun fondement juridique pour que la Chine revendique des droits historiques sur des ressources dans les zones maritimes à l'intérieur de la « ligne de neuf traits », délimitation apparue sur des cartes chinoises des années 1940. Aucun des îlots, rochers, récifs ou hauts-fonds des Spratleys ne peut avoir le statut d'île et donc de zone économique exclusive.

La Chine critique violemment cette décision, faisant remarquer qu'il n'y avait aucun juge asiatique. Elle estime qu'elle a le droit d'instaurer une zone d'identification de la défense aérienne (ADIZ) dans la région autour des Paracels et des Spratleys. Elle critique la qualification par les juges de l'île de Taiping.

Le 8 août, le Japon déclare vouloir réagir fermement à l'intrusion de navires chinois près des îles Senkaku (Diaoyu) en mer de Chine orientale revendiquées par les deux États.

Le nouveau président philippin, Rodrigo Duterte, envoie à Hong Kong, du 8 au 12 août, l'ancien président Fidel Ramos, 88 ans, afin de dialoguer notamment avec la vice-ministre des Affaires étrangères, Fu Ying, pour essayer de trouver des solutions en matière de pêche.

Un sommet régional se tient le 23 août à Tokyo.

Lors du sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, à Vientiane

le 7 septembre, les pays membres évitent de critiquer la Chine.

Le 12 septembre commencent en mer de Chine du Sud des manœuvres russo-chinoises qui vont durer huit jours.

Le 25 septembre, plusieurs dizaines d'avions de combat survolent le détroit de Miyako, couloir international entre les îles japonaises de Miyako et d'Okinawa pour se rendre dans l'ouest du Pacifique, pour une série d'exercices. La Chine entend utiliser cette voie en cas de conflit.

146 15 septembre 2016. **France. Extradition.** Interpellé en octobre 2015, Chen Wenhua, 64 ans, ancien officiel recherché dans le cadre d'une grande campagne anticorruption, faisant l'objet d'une « notice rouge » d'Interpol, est extradé par la France le 15 septembre. C'est la première fois qu'a lieu une extradition vers la Chine. Les organisations de défense des droits de l'homme dénoncent les risques de torture.

21 juillet et 4 septembre 2016. **Hong Kong.** Joshua Wong, 19 ans, fondateur de Demosisto, est jugé le 21 juillet pour avoir escaladé des barrières devant le siège du gouvernement et déclaré coupable d'« avoir participé à une manifestation illégale ». Finalement, le 15 août, avec Nathan Law et Alex Chow, il échappe à une condamnation, la juge ayant reconnu que les trois prévenus n'avaient aucun antécédent judiciaire et que leurs motivations étaient politiques et sociales.

Le 4 septembre, 58 % (contre 45 % en 2008 et 53 % en 2012) des 3,7 millions d'électeurs participent aux élections au LegCo, parlement de l'ex-colonie. Soixante-dix membres sont désignés dont la moitié dans des circonscriptions géographiques et l'autre dans

des « circonscriptions fonctionnelles », qui sont des groupes d'intérêts professionnels ou spécifiques. Parmi les élus, on trouve Nathan Law, leader du « mouvement des parapluies », ainsi que quatre autres membres du mouvement. Élu le 4 septembre, le nouveau député Eddie Chu déclare faire l'objet de menaces de mort.

COLOMBIE

Juillet et 24 août 2016. **FARC.** Les femmes constituent 49 % des Forces armées révolutionnaires de Colombie. À la mi-juillet, la Cour constitutionnelle autorise l'organisation d'un référendum sur l'accord de paix. Il devra recueillir 4,4 millions de votants (13 % du corps électoral).

Le 3 août, l'ancien président Álvaro Uribe s'oppose à l'accord.

Le 5 août, le gouvernement et la guérilla fixent les règles du prochain cessez-le-feu. Les difficultés ont trait à l'amnistie.

L'accord est conclu le 24 août à La Havane. Il est signé le 26 septembre à Carthagène des Indes, en Colombie, en présence d'une quinzaine de chefs d'État, de John Kerry et de Ban Ki-moon, et soumis à référendum le 2 octobre.

La guérilla décrète un cessez-le-feu définitif à partir du 28 août à minuit. Réunies en congrès extraordinaire le 23 septembre, les FARC approuvent l'accord de paix.

Le secrétaire d'État du Vatican, le cardinal Pietro Parolin, vient à Bogotá puis à Carthagène pour assister le 26 septembre à la signature de l'accord de paix. Les FARC devraient se transformer en parti politique. Le 26 septembre, l'Union européenne suspend les FARC de la liste des organisations terroristes. De leur côté, les États-Unis maintiennent toujours leur volonté de capturer Rodrigo Londoño Echeverri.

CORÉE DU NORD

6 juillet 2016. **Travail forcé.** Selon le rapport publié le 6 juillet par l'ONG Alliance européenne pour les droits de l'homme en Corée du Nord (EAHRNK) en liaison avec le Leiden Asia Centre, la Corée du Nord enverrait des milliers d'« ouvriers forcés » en Europe, notamment en Pologne. Pyongyang confisquerait ensuite 70 à 90 % des revenus afin d'avoir des devises fortes et les familles seraient menacées si les travailleurs ne payaient pas.

ESPAGNE

26 et 28 juillet, 31 août, 2 septembre et 1^{er} octobre 2016. **Gouvernement.** La formation du gouvernement par Mariano Rajoy est difficile, les socialistes refusant de participer. Le 26 juillet, le roi Felipe VI commence sa quatrième série d'entretiens avec les dirigeants de quatorze formations politiques après sept mois de blocage.

Le 28 juillet, le Premier ministre accepte du Roi le mandat de former un nouveau gouvernement. Mais la tâche semble impossible, les autres partis de droite refusant de s'entendre avec lui et les socialistes refusant également de former une coalition. Ciudadanos pose six conditions pour un soutien à un gouvernement dirigé par le Parti populaire, pouvant conduire à un gouvernement minoritaire.

Il manque théoriquement six voix à Mariano Rajoy pour être investi. En effet, le 31 août les députés refusent la confiance, le gouvernement ne recueillant que 170 voix contre 180, alors qu'il en fallait 176 sur les 350 députés. En conséquence, un délai de deux mois s'ouvre pour trouver un gouvernement, faute de quoi le Parlement sera dissous le 31 octobre et de nouvelles élections devront

être convoquées en théorie le jour de Noël...

Par 180 voix contre 170, le Parlement rejette à nouveau le 2 septembre la candidature de Mariano Rajoy.

À la suite de la débâcle du Parti socialiste ouvrier espagnol aux élections locales en Galice et au Pays Basque, dix-sept membres de sa direction présentent leur démission pour contraindre au départ le secrétaire général, Pedro Sánchez. Celui-ci démissionne le 1^{er} octobre et une direction intérimaire est installée. Cela pourrait permettre une sortie de la crise gouvernementale et les députés de ce parti pourraient s'abstenir.

147

ÉTATS-UNIS

Juillet-septembre 2016. **Élection présidentielle.** Le 2 juillet, Hillary Clinton est entendue par les enquêteurs du FBI afin de donner sa version sur l'utilisation de sa messagerie privée lorsqu'elle était secrétaire d'État. Le 5 juillet, le directeur du FBI, James Comey, estime les faits insuffisants pour justifier des poursuites criminelles. Mais le 7 juillet, le département d'État déclare qu'il va rouvrir son enquête.

Le 16 juillet, Donald Trump choisit Mike Pence, avocat, ultraconservateur, gouverneur de l'Indiana, catholique irlandais, pour le *ticket*. Dans un premier temps, Pence avait soutenu Ted Cruz.

Du 18 au 21 juillet a lieu la convention républicaine à Cleveland (Ohio). De nombreux sponsors abandonnent leur soutien à la convention. Beaucoup de personnalités du Parti républicain sont absentes, dont l'ancien président George W. Bush, Jeb Bush, Marco Rubio, John Kasich et Mitt Romney, candidat en 2012. Lors de la soirée d'ouverture de la convention, Melania Trump fait un discours qui est... un plagiat d'un discours de Michelle Obama.

Le 19 juillet, Donald Trump est officiellement investi. Conformément à la tradition, il n'était pas présent. Il accepte officiellement le 21 juillet.

Du 25 au 28 juillet se tient la convention démocrate à Philadelphie (Pennsylvanie). Le 22 juillet, Hillary Clinton choisit pour le *ticket* démocrate Tim Kaine, avocat diplômé de Harvard, ancien gouverneur de Virginie, sénateur de Virginie, catholique, centriste. Le 25 juillet, Bernie Sanders apporte un soutien sans faille à Hillary Clinton. La convention est marquée par un discours exceptionnel de Michelle Obama.

148 À côté de Donald Trump et d'Hillary Clinton, Gary Johnson, 63 ans, ancien gouverneur du Nouveau-Mexique, Parti libertarien, déjà candidat en 2012, qui ignore où se trouve Alep (!), Jill Stein, 66 ans, écologiste, et Evan McMullin, collaborateur parlementaire du groupe républicain à la Chambre des représentants, conservateur, ancien de la CIA et de la banque Goldman Sachs, anti-avortement, conservateur anti-Trump, voudraient perturber le jeu.

Dans une lettre ouverte publiée le 8 août dans le *New York Times*, cinquante personnalités du Parti républicain mettent en garde le pays contre le risque d'un Donald Trump « ignorant et au comportement fantasque ». Le soutien apporté à Trump par David Duke, ancien dirigeant du Ku Klux Klan, et par Rocky Suhayda, président du Parti nazi américain, embarrasse les républicains.

Le 9 août, Donald Trump accuse Hillary Clinton de vouloir supprimer le deuxième amendement sur le port d'armes, ce qu'elle n'a jamais proposé, et surtout, dans un propos ambigu, semble appeler à la violence contre la candidate démocrate.

Le 31 août, de façon surprenante, Donald Trump répond à l'invitation du président Peña Nieto au Mexique. De

retour aux États-Unis, le soir même, Trump prononce à Phoenix (Arizona) un discours violemment hostile aux immigrés.

Le 10 septembre, Hillary Clinton « regrette » d'avoir qualifié la veille la moitié des électeurs de Donald Trump de « pitoyables ». Elle les avait qualifiés de « racistes, sexistes, homophobes, xénophobes et islamophobes ». Alors qu'elle assistait aux cérémonies commémoratives du 11-Septembre, Hillary Clinton, 68 ans, est victime d'un malaise, ce qui était les rumeurs sur son aptitude physique, alimentées par Donald Trump. Une pneumonie est diagnostiquée. Elle reprend sa campagne le 15 septembre.

Le 26 septembre a lieu le premier grand débat entre Hillary Clinton et Donald Trump. Les autres candidats, ne bénéficiant pas de 15 % des intentions de vote, ne sont pas invités, le libertarien Gary Johnson atteignant 8,4 % et l'écologiste Jill Stein 3,2 %. Selon les sondages, Hillary Clinton est sortie victorieuse, mais il y a encore de nombreux indécis. Tout au long du débat, Donald Trump a été contredit par le *fact-checking*, révélant ses affirmations fausses ou mensongères.

Si le *New York Times* et le *Los Angeles Times* soutiennent Hillary Clinton, aucun grand quotidien ne soutient Donald Trump. Le 30 septembre, le quotidien populaire *USA Today* appelle à ne pas voter Trump. C'est la première fois qu'il prend position mais, faute de consensus au sein de la rédaction, il n'appelle pas à voter Hillary Clinton. Seuls deux hebdomadaires, le *National Enquirer* et le *New York Observer*, qui appartient à son beau-frère, sont favorables à Donald Trump.

15 juillet 2016. **Peine de mort.** Jeffery Wood, 43 ans, devait être exécuté au Texas le 24 août pour un crime auquel il n'a pas assisté. Le 2 janvier 1996, à

22 ans, avec le quotient intellectuel d'un enfant, il était à l'intérieur d'une voiture à Kerrville (Texas), tandis que son ami Daniel Reneau se préparait à dévaliser une station-service en face. Wood devait l'aider à fuir, mais Reneau a tué par balle l'employé. Wood a été condamné en vertu de la loi dite *law of parties*, selon laquelle la seule existence d'un projet criminel auquel une personne est liée et l'éventualité prévisible que le plan conduise à un homicide suffit à faire encourir la même sanction qu'à celui qui a tué. Reneau a été exécuté en 2002. Aux États-Unis, dix personnes, dont cinq au Texas, ont été exécutées en vertu de cette loi. Mais le 19 août une cour d'appel gèle l'exécution et demande à un juge de réexaminer l'affaire.

23 septembre 2016. **Veto.** Le 23 septembre, le président Obama met son veto à une loi (*Justice against Sponsors of Terrorism Act*) qui autoriserait les proches des victimes du 11-Septembre à poursuivre l'Arabie saoudite en justice. C'est le douzième veto du président Obama, mais c'est la première fois qu'il est surmonté par le Congrès. Le 28 septembre, le Sénat passe outre ce veto à la quasi-unanimité (97 voix contre 1). La Chambre des représentants le surmonte par 348 voix contre 77, alors qu'il en fallait 284.

HONGRIE

5 juillet, 26 août 2016. **Migrants. Référendum.** Le Premier ministre, Viktor Orbán, annonce le 5 juillet la tenue le 2 octobre d'un référendum sur le plan européen de répartition des migrants, auquel il s'oppose.

Le 26 août, il annonce la construction d'une seconde clôture à la frontière serbe.

ITALIE

16 septembre 2016. **Ancien président et ancien chef de gouvernement.** Résistant, gouverneur de la Banque d'Italie, chef du gouvernement, indépendant, du 28 avril 1993 au 10 mai 1994 et dixième président de la République du 18 mai 1999 au 15 mai 2006, Carlo Azeglio Ciampi décède le 16 septembre à Rome, à 95 ans. Il était respecté pour son intégrité.

JAPON

13 juillet et 8 août 2016. **Empereur.** Le 13 juillet, la presse rapporte le souhait de l'empereur Akihito, 82 ans, unanimement respecté, d'abdiquer d'ici quelques années en faveur de son fils le prince Naruhito. Mais aucun mécanisme d'abdication n'est prévu. Il faudrait réviser la loi de la maison impériale.

Le 8 août, il prononce un discours suggérant son souhait de quitter ses fonctions en raison de son âge et de son état de santé. Il ne prononce pas le mot « abdication », car des propos directs sur le système impérial seraient considérés comme une déclaration politique. Le prince Naruhito, 56 ans, discret et antimilitariste (contrairement au Premier ministre, Shinzō Abe) se prépare à lui succéder pour devenir le cent-vingt-sixième empereur du Japon.

31 juillet 2016. **Tokyo.** Pour la première fois, une femme est élue gouverneure de Tokyo. Yuriko Koike, 64 ans, ancienne ministre de l'Environnement puis de la Défense, indépendante, sensible aux questions écologiques, très nationaliste, est élue face à vingt candidats avec 46,7 %. La participation a été de 59,7 %.

Elle succède le 2 août à Yōichi Masuzoe, 67 ans, indépendant, démissionnaire à la

suite d'un scandale financier et qui était en fonction depuis le 12 février 2014.

LIBYE

150 1^{er} juillet 2016. **Ministres. Gouvernement.** La présidence du Conseil démet, le 1^{er} juillet, quatre des dix-huit ministres, dont le ministre des Finances, Fakhr Muftah Bufernah, ainsi que les ministres de la Justice, de l'Économie et de l'Industrie, et de la Réconciliation nationale, originaires de l'Est, pour ne pas avoir pris leurs fonctions. Cela montre la difficulté pour le gouvernement d'union nationale à asseoir son autorité. Le Premier ministre, Fayez al-Sarraj, a perdu sa popularité. Le 22 août, le Parlement, qui siège à Tobrouk, refuse la confiance au gouvernement Sarraj par 61 voix (dont celle du président du Parlement, Aguila Salah Issa) contre 1 et 39 abstentions. 101 députés sur 198 étaient réunis. Cela met en échec l'accord de Skhirat de décembre 2015. Un nouveau cabinet va être proposé.

Juillet 2016. **Migrants.** Du 28 juillet au 1^{er} août, au moins huit mille migrants sont sauvés en Méditerranée. Les femmes migrantes sont victimes de violences sexuelles en Libye, selon Médecins sans frontières.

MALI

22 août et 27 septembre 2016. **CPI. Tombouctou.** Le 22 août s'ouvre à la Cour pénale internationale le procès d'Ahmad al-Faqi al-Mahdi, accusé de la destruction en 2012 des mausolées de Tombouctou, classés au patrimoine mondial de l'humanité. C'est la première fois que la CPI juge un cas de ce type. Fait inédit, il plaide coupable. L'accusation

requiert une peine de neuf à onze ans de prison. Il est condamné le 27 septembre à neuf ans de prison.

NORFOLK (ÎLE)

1^{er} juillet 2016. **Statut.** Le 1^{er} juillet, l'île de Norfolk, dont la moitié des mille cinq cents habitants descendent des mutins du Bounty en 1789, arrivés des îles Pitcairn en 1856, territoire australien depuis 1914, autonome depuis 1979, perd ce statut qui lui permettait de ne pas payer d'impôts.

POLOGNE

27 juillet, 13 septembre 2016. **État de droit.** Le 27 juillet, la Commission européenne présente des recommandations concrètes à la Pologne et donne trois mois à Varsovie pour revoir et protéger le Tribunal constitutionnel. En janvier avait été lancée une procédure inédite de « sauvegarde de l'État de droit ».

Le 13 septembre, les députés européens adoptent une résolution appelant le gouvernement polonais à résoudre la crise constitutionnelle.

ROYAUME-UNI

24 septembre 2016. **Parti travailliste.** Le maire de Londres, Sadiq Khan, appelle à écarter Jeremy Corbyn, candidat à sa réélection à la tête du parti lors de la consultation qui commence le 22 août. Owen Smith, 46 ans, député gallois, s'oppose à Jeremy Corbyn, 67 ans, chef du *Labour* depuis 2015.

Jeremy Corbyn est réélu le 24 septembre grâce à la base du parti au congrès de Liverpool, avec 61,8% des voix, battant largement Owen Smith. Mais le *Labour* n'en reste pas moins divisé, les élus lui étant hostiles.

SYRIE

Juillet-septembre 2016. **Guerre civile. Turquie.** Le président Erdoğan annonce le 2 juillet qu'Ankara travaille à un projet permettant aux Syriens réfugiés d'obtenir la nationalité turque, proposition suscitant des dissensions en Turquie.

Le 5 juillet, Amnesty International accuse des groupes rebelles islamistes, notamment la coalition Fatah Halab (« conquête d'Alep ») et le groupe salafiste armé Ahrar al-Cham, d'« exécutions sommaires et tortures ».

Le 8 juillet, un hélicoptère syrien piloté par deux Russes est abattu par Daech près de Palmyre.

Le 9 juillet, la famille de la journaliste américaine Marie Colvin, tuée le 22 février 2012 dans le bombardement de l'appartement transformé en centre de presse à Homs où elle se trouvait, porte plainte aux États-Unis contre plusieurs responsables syriens, dont le général Maher al-Assad, frère du président syrien.

Le secrétaire d'État américain, John Kerry, vient à Moscou les 14 et 15 juillet pour la troisième fois en douze mois, afin que Moscou fasse pression sur le président al-Assad pour que les négociations reprennent.

À partir du 17 juillet, l'armée syrienne assiège les quartiers rebelles d'Alep, où vivent près de deux cent mille personnes.

Le 19 juillet, la coalition internationale tue au moins quatre-vingt-cinq civils lors de frappes aériennes sur le village d'al-Tukhar.

Le même jour apparaît sur les réseaux sociaux une vidéo montrant la décapitation d'un jeune Palestinien de 12 ans, Abdallah Issa, par des membres d'un groupe armé hostile à Bachar al-Assad, Noureddine Zinki, dans la région d'Alep. Les horreurs n'ont pas de camp.

Le 31 juillet, des brigades rebelles

dominées par les islamistes lancent une violente contre-attaque au sud d'Alep.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme affirme le 2 août qu'un hélicoptère a largué dans la nuit des bombes de gaz toxique sur Saraqeb.

Après deux mois de siège et de combats, Manbij est prise le 8 août à Daech par les Forces démocratiques syriennes, alliance dominée par les Kurdes.

Le 16 août, des bombardiers russes attaquent des positions djihadistes en Syrie, en décollant de l'Iran.

Le 19 août, les forces du régime mènent des raids aériens à Hassaké contre les rebelles kurdes. C'est la première fois que de tels raids ont lieu depuis le début du conflit syrien. Les États-Unis envoient des avions pour protéger leurs forces spéciales qui conseillent les combattants kurdes.

Le 22 août, l'artillerie turque pilonne des positions de Daech mais aussi celles des milices kurdes dans le nord de la Syrie.

Le 24 août, la Turquie lance pour la première fois une opération terrestre. Elle a lieu dans le nord de la Syrie, où sont envoyés des chars et des avions de combat pour attaquer Daech à Jarablos. L'initiative est soutenue par les États-Unis. L'opération, dite « bouclier de l'Euphrate », vise en même temps à contrecarrer les plans des Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) liés au Parti des travailleurs du Kurdistan. Mais les Kurdes renforcent leur contrôle sur Hassaké.

Le 24 août, un rapport des experts des Nations unies et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques est remis au Conseil de sécurité, démontrant que le régime syrien a utilisé du gaz de chlore au moins deux fois contre des civils en 2014 et 2015.

Le 30 août, Daech annonce la mort, dans la province d'Alep, du Syrien Abou Mohammed al-Adnani, porte-parole et

responsable des opérations extérieures ciblant notamment l'Occident. Il aurait inspiré les attaques terroristes en France. Le 31 août, la Russie affirme à son tour être à l'origine de la mort d'al-Adnani.

Après avoir chassé Daech et les Kurdes, avec l'aide de groupes syriens de l'opposition dans une zone allant d'Azaz à Jarablos, la Turquie veut une zone d'« exclusion aérienne », en vue d'empêcher la création d'un Kurdistan syrien.

Le 7 septembre, le Haut Comité des négociations, qui rassemble une partie de l'opposition, dévoile à Londres un plan de transition prévoyant une phase de négociations avec le régime avec une trêve et devant aboutir au « départ » du président al-Assad. Des pourparlers ont lieu ensuite avec le Royaume-Uni, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Qatar, l'Italie, l'Union européenne et la France.

Le 9 septembre, le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'État américain, John Kerry, se rencontrent à Genève. Après une dizaine d'heures de négociations dans la nuit, ils concluent un accord de cessez-le-feu, prévoyant une trêve à compter du 12 septembre, au début des fêtes de l'Aïd. Des corridors pour les opérations humanitaires doivent être mis en place. La trêve connaît ses premières atteintes le 16 septembre dans la province d'Idleb. Des frappes par erreur de la coalition internationale auraient fait au moins quatre-vingt-dix morts.

Le 21 septembre, les États-Unis et la Russie s'affrontent au sujet de la Syrie au Conseil de sécurité.

Le 23 septembre, le régime syrien et son allié russe bombardent Alep, faisant au moins soixante-dix morts et détruisant une quarantaine de bâtiments.

Le 25 septembre, l'ambassadeur de France aux Nations unies dénonce « les crimes de guerre commis à Alep » au

moyen de « bombes incendiaires et de munitions perfectionnées ».

Le 27 septembre, l'armée syrienne prend le contrôle du quartier rebelle de Farafira près de la citadelle dans le centre d'Alep. Il avait été pris par les rebelles en 2012.

Le 28 septembre, le Pape déclare que les responsables des bombardements d'Alep « devront en répondre devant Dieu ».

TURQUIE

15 juillet 2016. **Tentative de coup d'État.** Une partie de l'armée tente un putsch dans la nuit du 15 au 16 juillet, causant la mort de plus de deux cent quatre-vingt-dix personnes. Le président Erdoğan réagit immédiatement et fortement. Il accuse le prédicateur Fethullah Gülen (exilé aux États-Unis) d'être l'instigateur. Pour mobiliser ses soutiens, le président turc a utilisé l'application Facetime.

Le 17 juillet, le pouvoir annonce la mise en garde à vue d'au moins six mille personnes.

Le patriarche Bartholomeos I^{er} condamne la tentative de coup d'État.

Le 19 juillet, selon le Premier ministre, 6 038 militaires, 755 magistrats et 100 policiers sont placés en garde à vue. 15 200 fonctionnaires du ministère de l'Éducation sont suspendus, ainsi que plusieurs milliers de policiers, de gendarmes et de membres des services de renseignement. Près de dix mille personnes ont été arrêtées, cinquante mille limogées ou suspendues. 118 généraux et amiraux sont placés en garde à vue. Le Conseil de l'enseignement supérieur demande la démission des 1 577 doyens d'universités publiques, rattachées à des fondations privées. Les missions d'universitaires à l'étranger sont interdites.

Le Haut Conseil turc de la radio et de

la télévision retire leur licence à vingt-quatre chaînes de radio et télévision considérées proches de Gülen et trente-quatre journalistes sont privés de leur carte de presse.

L'Union européenne est embarrassée. L'attitude du pouvoir menace les relations avec cette dernière et notamment l'accord sur les migrants.

La Turquie accuse les États-Unis, où réside Fethullah Gülen depuis 1999, d'avoir une responsabilité dans la tentative de coup d'État. Le président Obama s'entretient au téléphone avec le président Erdoğan le 19 juillet, le cas Gülen étant au centre de la conversation. Le président américain insiste sur le respect du droit.

Les événements divisent le monde arabe. L'Égypte, qui ne tolère pas le soutien turc aux Frères musulmans, et la Syrie sont hostiles au gouvernement turc, alors que le Qatar le soutient et que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont attentistes.

Le 21 juillet, le vice-Premier ministre, Numan Kurtulmuş, annonce que la Turquie va déroger à la Convention européenne des droits de l'homme en se fondant sur l'article 15. La Turquie annonce l'état d'urgence pour trois mois.

Le président Erdoğan reçoit le 25 juillet les chefs des deux partis d'opposition, le kémaliste CHP et le prokurde HDP, afin de les convaincre d'adopter sa réforme constitutionnelle.

Le 29 juillet, le président Erdoğan annonce abandonner les poursuites contre des personnes accusées de l'avoir insulté. Un leader de l'opposition et plus de deux mille personnes étaient poursuivis.

Un décret publié le 31 juillet place l'armée sous le contrôle du ministère de la Défense et non plus des généraux.

Au 4 août, 25 917 personnes ont été interpellées, dont 14 319 sont toujours en détention.

Le 7 août, plus d'un million de personnes manifestent à Istanbul leur soutien au président Erdoğan.

Le 9 août, la Direction des affaires religieuses du pays, qui contrôle l'islam sunnite, annonce le limogeage de 2 560 de ses employés. Depuis le putsch, 3 672 d'entre ces derniers ont été mis à l'écart.

Le 16 août, le parquet requiert deux peines de prison à vie et une peine de mille neuf cents ans d'emprisonnement contre Fethullah Gülen, accusé d'être à l'origine du putsch du 15 juillet.

On apprend le 17 août que trente-huit mille prisonniers condamnés pour des faits antérieurs au coup d'État bénéficieront d'une mesure de libération anticipée sous contrôle judiciaire. Les actes de terrorisme, meurtres, trafics de drogue et atteintes à la sécurité de l'État sont exclus.

Le 30 août, neuf journalistes sont arrêtés pour des liens présumés avec le prédicateur Gülen.

Le 31 août, le ministre de l'Intérieur, Efkan Ala, 51 ans, Parti de la justice et du développement, à ce poste du 25 décembre 2013 au 5 mars 2015 et depuis le 24 novembre 2015, démissionne et est remplacé par Süleyman Soylu, 46 ans, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, issu du même parti.

Le 4 septembre, Barack Obama assure le président turc que Washington fera tout pour que les auteurs du coup d'État manqué soient traduits en justice.

La Banque centrale de la République de Turquie est visée par les autorités qui s'attaquent au monde des affaires.

Du fait des suspensions ou révocations de fonctionnaires, certains secteurs comme la justice, l'armée ou l'éducation sont proches de la paralysie.

Quatre-vingt-sept membres des services de renseignement (MIT) sont limogés.

Selon le ministre de la Justice, trente-deux mille personnes ont été arrêtées.

UNION EUROPÉENNE

Juillet-septembre 2016. **Brexit.** Le Royaume-Uni devait présider l'Union européenne au second semestre 2017. Finalement, l'Estonie présidera plus tôt.

C'est la nouvelle Première ministre, Theresa May, qui gèrera les négociations sur le Brexit. Elle se rend à Berlin le 20 juillet et à Paris le 22. Elle rencontre François Hollande à cette dernière occasion, qui se montre beaucoup plus ferme qu'Angela Merkel et lie accès au marché intérieur et libre circulation des personnes.

154 Le 27 juillet, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, nomme Michel Barnier, ancien vice-président de la Commission, ancien ministre français des Affaires étrangères, ancien commissaire au marché intérieur, peu apprécié des Britanniques en raison de sa volonté de légiférer sur les marchés financiers, pour mener les négociations sur le Brexit au nom de l'Union.

Le 2 août, la Commission annonce la création d'un poste de commissaire pour l'Union à la sécurité afin de lutter contre le terrorisme. Il est confié à Sir Julian King, 51 ans, ambassadeur du Royaume-Uni en France, qui ainsi devient le seul commissaire britannique après la démission de Jonathan Hill après le référendum.

Le 12 septembre, le Parlement européen procède à l'audition de Sir Julian King. Le 15 septembre, sa candidature est approuvée par 394 voix contre 161 et 83 abstentions.

Juillet-septembre 2016. **Migrants.** Le 6 juillet, les députés européens approuvent les propositions mettant en place un système de contrôle des frontières européennes, réunissant Frontex et les autorités nationales.

Le 7 juillet, les députés de la commission des libertés civiles votent l'établissement

d'une liste européenne commune des pays d'origine sûrs devant remplacer les listes nationales après une période de transition de trois ans.

Le ministre de l'Immigration grec, Yannis Mouzalas, demande un plan B au cas où la Turquie dénoncerait l'accord sur les migrants. L'opération Sophia tente de démanteler les réseaux de passeurs.

Le 4 septembre, le président du Conseil européen, Donald Tusk, déclare que les capacités d'accueil des réfugiés sont « proches de leurs limites ».

Selon Frontex, 284 525 personnes ont été détectées comme essayant de passer illégalement les frontières de l'Union.

Le 14 septembre, le Conseil approuve le règlement concernant le corps européen de garde-frontières et garde-côtes élargissant les compétences de Frontex.

Selon Eurostat, le 22 septembre, le nombre de primo-demandeurs d'asile a augmenté de 6 % au deuxième trimestre, atteignant 306 000.

Selon une étude du Haut-Commissariat pour les réfugiés publiée le 20 septembre, plus de trois cent mille migrants et réfugiés ont traversé la Méditerranée en 2016.

Juillet 2016. Ancien président de la Commission. Ancienne commissaire.

Le recrutement de l'ancien président de la Commission José Manuel Barroso par Goldman Sachs, banque qui avait aidé la Grèce à maquiller ses comptes pour entrer dans l'Europe, apparaît comme un « bras d'honneur à l'Union européenne », selon l'excellente formule du journaliste Jean Quatremer. Au-delà de dix-huit mois après leur sortie, les anciens membres de la Commission sont libres de leurs activités. La question de la situation des commissaires est réglée par l'article 254 du traité de fonctionnement de l'Union.

Selon Corporate Europe Observatory, de nombreux anciens commissaires ont pantouflé dans des entreprises qu'ils ont côtoyées durant leurs anciennes fonctions.

Le 12 juillet, la médiatrice européenne, Emily O'Reilly, appelle à un renforcement des règles encadrant les activités des anciens commissaires. Le 6 septembre, elle demande officiellement des éclaircissements.

Une autre affaire nuit à l'image des institutions européennes. Les quotidiens néerlandais *Trouw* et *Het Financieele Dagblad* révèlent le 22 septembre que l'ancienne commissaire Neelie Kroes, en charge de la concurrence au sein de la commission Barroso, déjà controversée en son temps, n'avait pas respecté le code de bonne conduite en ne mentionnant pas son poste de directrice d'une entreprise offshore, Mint Holdings, établie dans le paradis fiscal des Bahamas, poste qu'elle a occupé jusqu'à 2009. Elle est actuellement conseillère rémunérée d'Uber et de Bank of America.

6 septembre 2016. CJUE. **Extradition.** Le 6 septembre, la Cour de justice de l'Union européenne considère qu'un État n'est pas obligé d'accorder la même protection contre l'extradition à un ressortissant de l'Union ayant circulé sur son territoire qu'à ses propres ressortissants (CJUE, Grande Chambre, 6 septembre 2016, *Aleksei Petruhin*, C-182/15).

VENEZUELA

Juillet-septembre 2016. **Crise politique et sociale.** Le 5 juillet, cinq cents Vénézuéliennes franchissent de force la frontière colombienne fermée depuis près d'un an pour acheter des vivres. Le 11 août, les présidents Maduro et Santos se rencontrent à Puerto Ordaz

pour annoncer la réouverture progressive de cette frontière.

Le président Maduro accroît le pouvoir de l'armée. Le 12 juillet, il place « cinq ports essentiels du pays » sous autorité militaire. Le « commandement total de l'approvisionnement du pays » est confié au ministre de la Défense, Vladimir Padrino López, et tous les ministres seront placés sous l'autorité de ce « commandement présidentiel d'union civile et militaire ».

Le 1^{er} août, le Conseil national électoral valide quatre cent mille signatures en faveur du référendum sur la destitution du président Maduro. Le 22 août, ce dernier ordonne la révocation des cadres de la fonction publique ayant signé la pétition.

YÉMEN

Juillet-septembre 2016. **Guerre civile.** Les pourparlers de paix s'achèvent le 6 août sans accord, après cent onze jours de négociations au Koweït. Les combats reprennent à partir du 6 août. Les rebelles tiennent Sanaa et l'essentiel du territoire du Sud côtier et de l'Est, et veulent un gouvernement de transition.

Le 15 août, un hôpital est bombardé en zone rebelle, à Abs, dans le Nord-Ouest du pays, tuant dix-neuf personnes. C'est la quatrième attaque en un an d'une structure yéménite.

Le 15 août, le Comité révolutionnaire confie le pouvoir à un Conseil politique suprême dirigé par Saleh al-Samad.

Le 18 août, Médecins sans frontières annonce l'évacuation de son personnel de six hôpitaux du nord du Yémen.

Le 29 août, un attentat-suicide à Aden contre un centre de recrutement de l'armée revendiqué par Daech fait au moins soixante et onze morts.

Des armes à sous-munitions, interdites, ont continué à être utilisées, selon le septième rapport de l'Observatoire des armes à sous-munitions, publié le 1^{er} septembre à Genève.

Dans la nuit du 4 au 5 septembre, sept

membres présumés d'Al-Qaïda sont tués par un drone « probablement américain » contre une habitation dans la province de Marib.

Le 6 septembre, Médecins du monde suspend ses activités et évacue son personnel.